Réseau
SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec

BILAN ANNUEL

2016 - 2017

Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec

Objectifs généraux

Le RSIQ a été créé en 1998 et consiste en un regroupement de quatorze concertations régionales de lutte à l'itinérance et une dizaine de membres associés, totalisant plus de 300 organismes à travers le Québec. Le RSIQ est un regroupement dont les objectifs généraux sont :

- Améliorer les conditions de vie des personnes en difficulté, itinérantes et sans domicile fixe, diminuer le phénomène de l'itinérance, contribuer à l'insertion sociale des personnes et à l'élimination de la pauvreté;
- Maintenir un réseau d'entraide, d'information et de concertation composé d'individus, d'organismes et de regroupements d'organismes œuvrant auprès des personnes itinérantes et sans domicile fixe;
- Favoriser l'échange, le développement et le transfert de connaissance;
- Promouvoir les intérêts de ses membres et les représenter;
- Favoriser la participation et la prise de parole des personnes itinérantes et sans domicile fixe.

Note : le présent rapport présente le bilan des activités du RSIQ et non de ses membres

Table des matières

Mot de la permanence p. 4

Actions en direction de Québec p. 6

Actions en direction d'Ottawa p. 12

Vie associative p. 16

Communications p. 21

Remerciements

Merci aux membres du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) pour leur mobilisation sur les différentes campagnes et les divers évènements, pour leur travail quotidien de concertation régionale essentiel à la lutte à l'itinérance, pour leur disponibilité lors des déplacements de la permanence ainsi que pour leur présence aux assemblées générales.

Merci aux membres du conseil d'administration pour leur engagement pour le RSIQ et leur contribution importante aux activités du Réseau tout au long de l'année, en particulier pour l'organisation de l'assemblée générale annuelle 2017.

Merci aux regroupements alliés pour leur engagement dans nos luttes communes et pour leur participation aux activités et campagnes du RSIQ.

Merci à Patrick Conroy et Morgane Fernandez pour leurs photos illustrant différentes facettes de l'itinérance en Estrie.

Merci aux institutions partenaires pour leur appui aux différentes activités et campagnes du RSIQ.

Merci enfin au gouvernement québécois de soutenir la mission du RSIQ, aux différents ministères ayant consenti des discrétionnaires, à la Fondation Léonce-Bouchard ainsi qu'aux congrégations religieuses et syndicats qui nous ont apporté leur soutien financier.

Mot de la permanence

L'année 2016-2017 se caractérise par des avancées intéressantes en ce qui concerne l'intervention fédérale en itinérance et par le troisième anniversaire de la Politique québécoise en itinérance.

À mi-chemin du Plan d'action interministériel 2015-2020, après d'importants retards, les membres du RSIQ souhaitaient voir celui-ci se déployer pleinement. Bien qu'inégaux dans leurs avancées, les travaux des comités intersectoriels se concrétisent de plus en plus et ce malgré un manque de moyens important. Plusieurs membres constatent des progrès en matière de concertations avec les différents acteurs locaux. Par contre, différentes politiques et orientations gouvernementales s'inscrivent toujours en porte à faux avec les priorités identifiées dans la Politique. Face à un nouveau budget provincial insuffisant en matière de lutte à la pauvreté et l'itinérance, les membres du RSIQ ont ressenti le besoin d'exposer visiblement leurs attentes et insatisfactions. Il sera nécessaire au cours de l'année à venir de redoubler d'efforts afin d'éliminer ces obstacles qui nuisent grandement aux groupes impliqués auprès des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Par son sous-financement chronique, le gouvernement actuel n'estime pas à sa juste valeur la pertinence de l'imposant travail des groupes membres du RSIQ au bien-être de la société québécoise.

Le déblocage en matière de financement fédéral pour l'intervention en itinérance au Québec annoncé en juin 2016 s'est lentement déployé au cours de l'année et grâce aux efforts soutenus des membres du RSIQ, les premiers jalons d'un retour à une approche généraliste et communautaire ont pu être posés. Le gouvernement canadien maintient certaines ambiguïtés quant à l'orientation de ce financement pour 2020-2025. D'une part, il indique vouloir rejoindre l'ensemble des personnes en situation d'itinérance, de l'autre, il annonce un dénombrement qui de par sa méthodologie risque fortement de minimiser le nombre de personnes en situation d'itinérance et qui ne considère pas ou peu les personnes à risque d'itinérance. Les consultations sur le prochain cycle de la SPLI viennent de débuter, les groupes

du Québec y sont bien représentés, mais il demeure essentiel de mettre beaucoup de pression rapidement cet automne afin de garantir une approche basée sur les besoins et moyens identifiés directement par les communautés.

Le sous-financement chronique tant du Réseau que de ces groupes membres a des répercussions directes sur notre capacité de mobilisation et d'influence. Cette année, la permanence a dû revenir à une seule personne, les membres ont de moins en moins de temps disponible à investir pour le Réseau et il n'est pas possible de mettre en place des mécanismes favorisant la participation active et régulière des membres les plus éloignés géographiquement. Malgré ces difficultés, le Réseau a tout de même réussi à tenir plusieurs activités et à faire connaître ses préoccupations aux principales instances impliquées en matière de lutte à l'itinérance. Nos priorités pour l'année à venir devront tenir compte de l'évolution des avancées mentionnées plus haut, de certains blocages récurrents et d'un important défi de consolidation du RSIQ.

Bonne lecture,

Mathieu Frappier

Coordonnateur

Actions en direction de Québec

Notre plan d'action 2016-2017 visait à obtenir du gouvernement du Québec une accélération et une consolidation du déploiement du plan d'action interministériel 2015-2020 dans l'ensemble des régions du Québec, la bonification du budget de ce plan et de s'assurer que les différentes mesures gouvernementales prennent en compte les personnes itinérantes.

Avec ses surplus historiques, le quatrième budget Leitao pouvait faire beaucoup plus en matière de prévention et réduction de l'itinérance. L'ajout d'un million de dollars au Plan d'action interministériel pour la prochaine année et de 6 millions supplémentaires au cours des trois années subséquentes représente un premier aveu du gouvernement du Québec de l'insuffisance des fonds pour son plan d'action. Cependant, ce nouveau financement n'est toujours pas à la hauteur des attentes des différentes régions du Québec.

Cette bonification timide n'est pas soutenue par la mise en place de mesures structurantes de lutte à la pauvreté. En effet, le nouveau plan de lutte à la pauvreté fut de nouveau reporté à l'automne et aucun financement additionnel n'est annoncé au budget pour la réalisation de celui-ci. AccesLogis est maintenu et retrouve une programmation de 3000 unités, mais la réalisation des projets devra tout de même être effectuée selon des critères financiers qui datent de 2009! Le projet de loi 70 fut adopté, mais n'est toujours pas mis en vigueur en raison de l'absence de son règlement. Malgré quelques bémols du MTESSS, la possibilité de réduire la prestation de base demeure.

Les effets du sous-financement des organismes communautaires atteignent des proportions plus qu'inquiétantes. Plusieurs organismes reçoivent un nombre accru de demandes d'aide et ces ressources doivent composer avec des cas de plus en plus complexes.

Cette année marquait le troisième anniversaire de la Politique de lutte à l'itinérance et le deuxième anniversaire du Plan d'action, et nous devons souligner le manque

de cohérence du gouvernement actuel. Pourquoi s'être doté d'une politique de lutte à l'itinérance si, finalement, les ressources financières et humaines ne sont pas au rendez-vous pour la rendre réellement effective sur le terrain dans chaque région? À différents moments de l'année, le RSIQ a rappelé ces engagements gouvernementaux aux différents ministères concernés et a porté dans l'espace public les demandes de ses membres pour dénoncer cette situation. La présente section fait état des actions et différents dossiers qui ont été portés par le RSIQ en ce qui concerne le Québec.

Politique de lutte à l'itinérance du Québec et comités directeurs régionaux

En ce troisième anniversaire de la Politique et à mi-échéances du Plan d'action, après d'importants retards dans la mise en place des comités directeurs, l'adoption de plans d'action régionaux et leur opérationnalisation; les membres du RSIQ souhaitaient des actions beaucoup plus soutenues des différents ministères signataires. Dans une majorité de régions, les représentantEs institutionnels au comité déplorent l'absence de budget pour mettre en place les mesures identifiées régionalement.

La communication nécessaire à la mise en place des plans d'action est elle aussi défaillante selon un sondage réalisé cette année auprès des membres du RSIQ et plusieurs partenaires des comités régionaux. Dans une majorité de régions, l'absence de ressources financières permettant aux groupes de se doter d'une coordination régionale se fait cruellement sentir. Ce manque se traduit par de plus grandes difficultés à faire connaître le plan d'action régional à l'ensemble des groupes et institutions présentes sur un territoire. Il est également plus difficile dans ce contexte de fournir des éléments de rétroaction aux comités régionaux. De plus, le découpage de certains territoires est tellement vaste que les réalités de l'itinérance et les services pertinents y sont très différents d'une municipalité à l'autre.

Face à ses différentes difficultés et à un budget qui ne soutient pas adéquatement la réalisation de la Politique et de son Plan d'action, plusieurs membres du RSIQ se sont mobilisés dans le cadre de la semaine d'actions et de visibilité au mois de mai. Au cours de cette semaine, 8 concertations régionales ont organisé différentes actions pour mettre en lumière les difficultés rencontrées à l'échelle locale qui découlent de l'action gouvernementale en matière de prévention et réduction de l'itinérance.

Comité externe de suivi de la Table interministérielle en itinérance

Le Plan d'action interministériel en itinérance prévoit la création d'un comité d'experts en charge de conseiller la Table interministérielle en itinérance. Celle-ci regroupe les différents ministères signataires du Plan d'action.

Le comité regroupe des personnes provenant des milieux scientifique, communautaire et institutionnel . Une personne ayant eu un vécu avec la rue participe également

aux travaux du comité. Le RSIQ bénéficie d'un siège sur ce comité et il peut compter également sur la présence de deux expertEs du communautaire qui sont également des membres actifs du Réseau.

Les nombreux retards dans l'organisation des comités directeurs régionaux a conséquemment entrainé une mise en place tardive du comité de suivi. Ce comité devait être un lieu privilégié pour constater les résultats du déploiement du Plan d'action et s'adresser directement aux responsables politiques. La composition du comité et la teneur actuelle des travaux ne permettent pas d'effectuer cette activité de représentations et les discussions sont davantage orientées vers l'itinérance en général et des études de cas que sur des éléments précis du Plan d'action.

Aide sociale, une menace qui demeure

Cette année, plusieurs concertations membres du RSIQ se sont activement impliquées dans les différentes mobilisations dénonçant le projet de loi 70. En octobre, le projet de loi fut adopté sans son règlement précisant les balises d'application et plus spécifiquement les modalités entourant les pénalités financières possibles. Nous anticipons aisément que ces pénalités nuiront à la réduction ainsi qu'à la prévention de l'itinérance.

Rappelons que cette loi ne correspond pas aux orientations de la Politique nationale de lutte à l'itinérance. Celle-ci reposent sur une plus grande accessibilité aux mesures d'aide au revenu et sur la mise en place de programmes d'insertion diversifiés visant l'accroissement de la participation sociale et professionnelle. Ralentis par les actions de différents acteurs sociaux et partis politiques, le MTESS annonçait en juin la divulgation du règlement au cours du mois de juillet 2017. Cette annonce tardive et une consultation en plein été témoignent bien de la volonté gouvernementale de faire fit des oppositions et des réserves de différents pans de la société québécoise.

Dans ce contexte, la permanence du RSIQ a mené des représentations auprès du MTESS afin de rappeler que la Politique vise l'accessibilité et le rehaussement des revenus. Pour sa part, le Plan d'action interministériel évoque l'importance du programme PAAS-Action. Celui-ci permet des « stages en milieu de travail ou des activités liées à la mission de l'organisme qui leur permettent de développer des habiletés de travail. » Ce programme permet à environ 3000 personnes de se mettre en action et de trouver un sens dans une implication valorisée socialement

Ce programme, plus qu'une simple démarche de qualification professionnelle, participe à la quête de sens des individus et leur permet de se réaffillier, de raccrocher et de se remettre, à leur rythme et à leur échelle, en action. Son fonctionnement repose sur le caractère volontaire du programme, vu l'ampleur des défis que les personnes ayant un vécu avec la rue ont à surmonter pour s'intégrer dans un milieu de travail. Nos actions et notre participation à la Coalition Objectif Dignité nous ont permis de diffuser dans l'espace public et auprès des décideurs les préoccupations des membres du RSIQ quant à cette loi. Le RSIQ a aussi profité de ses prises de parole pour rappeler sa revendication en faveur d'un montant de l'aide sociale équivalent au seuil de faible revenu, et à plus long terme, la mise en place d'un revenu de citoyenneté.

Un réinvestissement nécessaire dans AccèsLogis

Au cours de l'été et de l'automne 2016, le gouvernement du Québec a conduit une importante consultation portant sur la nature de son implication en matière d'habitation. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec remettait en question l'existence d'AccèsLogis et son intervention en habitation. Grâce aux nombreuses interventions et actions en faveur du développement de nouveaux logements sociaux, le programme AccèsLogis fut maintenu et sa programmation annuelle retrouve le niveau d'il y a 2 ans soit 3000 unités par année dont 10% sont réservés pour des personnes en situation d'itinérance.

La reconnaissance d'AccèsLogis comme outils de développement social et le retour d'une programmation de 3000 unités sont de bonnes nouvelles. Cependant, le réinvestissement de cette année ne comble pas le désengagement des deux dernières années. De plus, les subventions du programme n'ont pas été indexées. Ainsi, les projets qui verront le jour continueront de devoir faire avec des montants qui sont les mêmes depuis 2009, ce qui rend leur réalisation particulièrement difficile. Le budget aurait dû également remettre en place les mesures d'aide pour les régions éloignées, coupées depuis le budget de 2015. Finalement, le nombre de suppléments au loyer et leur distribution entre les différentes régions demeure le même malgré des besoins non comblés notamment pour des projets de stabilité résidentielle avec accompagnement.

Financement des organismes communautaires

Le RSIQ a participé à la campagne *Engagez-vous pour le communautaire!* pour une augmentation substantielle (475M$) des différents programmes de soutien financier aux organismes communautaires. Ces enveloppes budgétaires permettent à plusieurs groupes d'avoir accès à un financement à la mission, préservant ainsi l'autonomie de leurs actions et la flexibilité des interventions qui en découlent. Dans le cadre de cette campagne, le RSIQ a participé aux mobilisations du milieu communautaire au mois de novembre et février. De plus, le RSIQ a profité de ses rencontres avec la ministre Charlebois pour présenter les difficultés que le sous-financement des organismes communautaires entraîne chez nos membres et pour le Réseau.

À la toute fin du mois de juin, la ministre Charlebois annonçait une bonification additionnelle de 10 millions de dollars pour les groupes dépendants du PSOC (dont le RSIQ). Nous avons profité de cette annonce pour attirer l'attention de la ministre et des gestionnaires du PSOC sur la situation particulière du RSIQ à titre de regroupement national avec un financement récurrent anémique.

Bilan

Depuis son élection, le gouvernement libéral démontre son parti pris pour les entreprises et les citoyens les mieux nantis. Après des années d'austérité caractérisées par le désengagement de plusieurs mesures sociales existantes et l'absence d'investissements significatifs dans des nouvelles mesures structurantes de lutte à la pauvreté, le gouvernement du Québec bénéficiait de surplus historiques. Il devait saisir cette occasion pour démontrer un véritable engagement envers la Politique de lutte à l'itinérance et son Plan d'action. Encore une fois, les libéraux ont opté pour des baisses d'impôts et la réduction de la dette.

Après de multiples représentations et autres efforts de sensibilisation auprès du gouvernement du Québec, celui-ci ne peut plaider l'ignorance. Force est d'admettre que le Parti Libéral du Québec fait tout afin de faire oublier la Politique de lutte à l'itinérance et les conséquences de ses politiques d'austérité. À mi-chemin du Plan d'action interministériel, il apparait peu probable que l'ensemble des moyens identifiés dans le Plan soit mis en place d'ici son échéance en 2020.

L'année qui vient avec son contexte préélectoral sera possiblement marquée par de nouveaux investissements dans les programmes sociaux. Il nous sera nécessaire de se mobiliser largement afin de déployer des actions soutenues qui forcent le gouvernement à tenir son engagement « de ne plus tolérer l'intolérable » et de concrètement s'engager en matière de prévention et réduction de l'itinérance dans l'ensemble des régions du Québec.

Actions menées par le RSIQ

Actions 2016	
17 aout	Rencontre MTESSS portant sur le projet de loi 70 et les mesures d'insertion.
21 octobre	À l'occasion de la Nuit des Sans Abri, communiqué de presse portant sur l'incohérence entre les politiques gouvernementales et la Politique de lutte à l'itinérance et sur l'urgence de déployer les moyens identifiés dans le Plan d'action interministériel partout au Québec.
25 octobre	Réaction par communiqué de presse à la mise-ajour économique du gouvernement du Québec
9 novembre	Participation à la mobilisation Engagez-vous pour le communautaire
9 novembre	Communiqué de presse dénonçant l'adoption du projet de loi 70
14 novembre	Participation au Rendez-vous de l'habitation 2016
7 décembre	Conférence de presse à l'occasion du deuxième anniversaire du Plan d'action interministériel.
12 décembre	Participation au comité de suivi de la Table interministérielle en itinérance. Participation et dépôt de mémoire à la consultation de la SHQ portant sur l'avenir d'AccèsLogis

Actions 2017	
18 janvier	Participation au comité de suivi de la Table interministérielle en itinérance.
7 février	Participation aux mobilisations d'Engagez-vous pour le communautaire
27 février	Rencontre avec la ministre Charlebois conjointement avec des membres de la Concertation itinérance Beauharnois-Salaberry, de la Table Itinérance Rive-Sud et de la Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie.
27 février	Participation au comité de suivi de la Table interministérielle en itinérance.
21 mars	Participation à la conférence de presse sur le débordement des refuges de Québec organisée par le Regroupement d'aide aux itinérantes et itinérants de Québec.
28 mars	Participation aux consultations sur l'aide sociale du Comité consultatif sur la lutte à pauvreté.
29 mars	Réaction au budget provincial par voie de communiqué de presse.
19 avril	Rencontre MTESSS portant sur le dévoilement du Plan de lutte à la pauvreté et la loi 25
5 mai	Rencontre avec la ministre Charlebois.
7 au 12 mai	Semaine d'actions et visibilité.
9 mai	Rencontre avec Sébastien Schneeberger, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de protection de la jeunesse et en matière d'emploi et de solidarité sociale de la Coalition Avenir Québec, dans le cadre de la semaine de visibilité.
12 mai	Rencontre avec Véronique Hivon du Parti Québécois dans le cadre de la semaine de visibilité.
16 mai	Présence au comité du MSSS sur le dénombrement et le portrait.
23 mai	Envoi d'une lettre à la ministre et Lynne Duguay concernant les travaux sur le dénombrement.

Actions en direction d'Ottawa

L'année 2016 fut caractérisée par l'obtention d'un financement plus qu'attendu par l'ensemble des membres du RSIQ. Les RMR de Montréal et Québec ont vu leur financement être majoré de 25% et les cinq autres collectivités désignées (Gatineau, Sherbrooke, Drummondville Trois-Rivières, Saguenay) bénéficieront d'un financement augmenté de 50%. Pour leur part, les collectivités éloignées et autochtones reçoivent des sommes deux fois plus importantes qu'auparavant. Ce financement vient donner une bouffée d'air aux ressources mises à mal ces dernières années.

Un appel de projets laborieux

Ainsi en plein cœur de l'été, les groupes ont été sollicités afin de soumettre très rapidement des projets devant se déployer dès le début de l'automne. Lors de l'annonce du nouveau financement à la fin juin 2016, les représentantes de Services Canada au Comité conjoint de gestion de l'Entente Canada-Québec (CCG) ouvraient la porte au financement de projets autres que *Logement d'abord* et à de nouveaux projets.

Cette volonté ne correspondait pas aux attentes du MSSS qui souhaitait diriger rapidement ce financement uniquement à la consolidation des projets existants. Ainsi, la vaste majorité des CISSS-CIUSSS n'ont présenté aux groupes que cette possibilité. Devant les courts délais pour se concerter et les informations confuses en provenance des CISSS-CIUSSS, la majorité des concertations ont donc tout simplement opté pour la sécurité en renforçant des projets existants.

L'analyse des dossiers soumis devait être courte afin de permettre un déploiement des projets dès le mois d'octobre. Ce ne fut malheureusement pas le cas. Cette situation a entrainé différents irritants pour les groupes notamment au niveau de l'embauche de personnel. Ce retard a également fait en sorte que les projets doivent se déployer sur une période écourtée réduisant ainsi la portée de leurs interventions.

Face à cette situation, la permanence du RSIQ conjointement avec celle du Regroupement des Auberges du Cœur du Québec (qui siège également au CCG) a avisé l'ensemble des membres du CCG, demander une rencontre d'urgence avec le ministre Duclos et organisé une campagne de lettres. Dans les jours suivant la réception de cette demande, des dizaines d'approbations furent rapidement octroyées.

En fin novembre, conséquence prévisible d'un appel de projet bousculé et ne présentant pas l'ensemble des possibilités, plusieurs régions se sont retrouvées à ne pas avoir sollicité l'ensemble des sommes disponibles. Encore une fois, les groupes ont dû participer à un nouvel appel de projets afin de liquider ces sommes résiduelles. Cette fois, faisant fi des plans communautaires et de leurs priorités régionales, les groupes ont du présenter des projets exclusivement de nature immobilière.

Des engagements à concrétiser

Le gouvernement Harper a laissé de nombreux stigmates de par son désengagement de l'approche globale et son intervention principalement orientée sur l'approche *Logement d'abord*. Notre demande d'un retour de l'approche communautaire et généraliste de la SPLI fut donc l'un des objectifs principaux du RSIQ encore cette année. Pour sa part, le ministre Duclos soulignait à différentes occasions au cours de l'année, la nécessité de diversifier les réponses à l'itinérance, de faire davantage notamment en termes de prévention et la tenue d'une vaste consultation de l'ensemble du milieu concernant les grandes orientations de la SPLI 2020-2025. C'est pourquoi dans l'ensemble de nos contacts avec le ministre et son cabinet ainsi que lors de nos représentations auprès du gouvernement fédéral, nous avons réitéré l'importance de déployer une diversité d'interventions déterminées à l'échelle locale. La permanence et plusieurs des membres du RSIQ ont déposé des candidatures au comité consultatif sur la SPLI 2020-2025 afin de s'assurer que le milieu communautaire québécois de l'itinérance soit entendu en vue du prochain cycle.

Le dernier budget annonce un retour de l'intervention fédérale en matière de logements et le dévoilement de la Stratégie nationale de logement à l'automne 2017 sont des nouvelles encourageantes. Cependant, malgré des sommes de 255 millions $ accordées aux provinces à partir de 2019-2020, pour différentes initiatives en logement, celles-ci ne sont pas significativement plus élevées que sous les Conservateurs. Le budget Morneau annonce aussi un nouveau Fonds national de 5 milliards $ en 11 ans pour le logement, mais sans donner de précisions.

Un dénombrement en vue

Finalement, le gouvernement fédéral maintient son intention de procéder à un dénombrement en 2018 afin de fournir des renseignements aux collectivités pour déterminer leurs besoins et planifier les ressources en matière de lutte à l'itinérance. Certes, les dénombrements permettent de documenter une partie du phénomène afin de déceler des tendances au niveau de l'itinérance visible, mais il ne constitue absolument pas un portrait fidèle et complet de la situation. Rappelons que Statistiques Canada révélait en novembre 2016 une étude estimant qu'en 2014, 8 % de la population canadienne avait vécu ce type d'itinérance ce qui représentait près de trois millions de personnes et parmi ces personnes, 1 sur 5 l'a vécue pendant au moins un an. Orienter les mesures et les ressources à destination des personnes en situation d'itinérance en se basant uniquement sur ces données rendrait notamment imperceptible la condition des femmes, qui se retrouvent bien souvent en situation d'itinérance invisible. Ajoutons que les dénombrements sont de bien peu d'utilité en matière de prévention et en termes d'actions concrètes en direction des personnes à risque d'itinérance. Le RSIQ a fait connaître en différentes occasions les lacunes et failles de ce type d'exercice. En mai 2017, le gouvernement du Québec indiquait son intention de participer à cette initiative fédérale. La permanence du RSIQ à réitérer, aux deux paliers gouvernementaux, la position unanimement décidée par les membres lors de l'assemblée d'hiver 2016 soit : de se prononcer contre les dénombrements et d'opter pour la réalisation de «Portraits de l'itinérance » tout comme celui réalisé par le gouvernement du Québec en 2014.

Bilan

Les interventions et pressions du RSIQ pour une hausse du financement SPLI et le retour à une approche généraliste et communautaire amènent des gains concrets. Ainsi, le budget fédéral 2017-2018 prévoit l'injection d'ici 2024 de 707 millions de dollars supplémentaires au Canada dans la SPLI. Ces montants s'ajoutent à la prolongation de la bonification du financement actuel jusqu'en 2019. Cependant, bien que le financement soit engagé pour 2018-2019 rien ne garantit que les projets en cours seront maintenus après mars 2018. La possibilité de reporter les sommes résiduelles d'une année à l'autre et de conserver ces fonds dans la même région demeure également un enjeu majeur en termes de financement.

Notre rencontre avec le président du comité consultatif, la présence de deux membres du RSIQ au sein du comité et l'échéancier prévu des travaux sont de bons augures pour le retour à une approche généraliste et communautaire. Le gouvernement fédéral envoie des signes intéressants d'ouverture à l'idée de soutenir une diversité d'initiatives visant la prévention et la réduction de l'itinérance. Par contre, de l'aveu du ministre lui-même, il demeure nécessaire de se mobiliser sur les orientations de la prochaine SPLI.

Pour sa part, le gouvernement provincial ne juge pas utile d'adopter une résolution rappelant la position historique du Québec au sujet de l'initiative fédérale. Pourtant en 2013 et en 2014, l'Assemblée nationale s'était positionnée unanimement en faveur du soutien d'une diversité d'interventions. La ministre Charlebois croit que le financement annoncé dans le dernier budget fédéral sera suffisant pour soutenir des initiatives visant tant la prévention que la réduction de l'itinérance. Cette position du gouvernement provincial est des plus inquiétantes alors que dans son dernier budget une emphase particulière est mise sur l'approche Logement dabord.

Actions 2016

4 juillet	Invitation aux membres du RSIQ et participation aux consultations virtuelles du gouvernement sur la Stratégie nationale de logement.
12 septembre	Envoi d'une lettre aux coprésidentes du CCG concernant les délais d'analyse des projets et la proximité de la date de début des projets.
13 octobre	Participation et prise de parole lors de la manifestation du FRAPRU pour la reconnaissance du droit au logement pour tous et toutes.
21 octobre	À l'occasion de la Nuit des Sans Abri, demande par communiqué de presse du maintient du financement bonifié de juin 2016, du retour à l'approche généraliste et communautaire et de la nécessité de moyens pour la prévention et la réduction de l'itinérance dans la Stratégie nationale de logement.
2 novembre	Envoi d'une demande de rencontre d'urgence avec le ministre concernant les délais de traitement des demandes.
3 novembre	Dépôt du mémoire du RSIQ sur la Stratégie nationale de logement
7 novembre	Échange téléphonique avec le cabinet du ministre Duclos sur les délais de traitement des projets soumis en juillet.
15 novembre	Intervention au CCG pour le report des montants résiduels en 2017-18 et rappel d'un nombre important de demandes toujours en attente.
17 novembre	Début d'une campagne de lettres pour l'accélération du traitement des demandes estivales et pour le report des montants résiduels en 2017-18.
20 décembre	Intervention au CCG

Actions 2017

23 janvier	Début d'une campagne de lettres/courriels demandant un engagement financier de long terme dans la SPLI, le soutien d'une diversité de moyens et des investissements significatifs dans la Stratégie nationale de logement.
16 février	Suite à la demande du RSIQ, Intervention à la Chambre des Communes de Marjolaine Boutin-Sweet, députée du NPD, concernant la teneur du mandat, la composition et l'échéancier du comité consultatif sur la SPLI 2020-2025.
24 février	Rappel de la position du RSIQ sur les dénombrements par voie de communiqué de presse et d'une lettre au ministre Duclos suite à l'annonce du financement pour le dénombrement 2018.
1er mars	Échange téléphonique avec le cabinet du ministre Duclos sur le budget 2017-2018.
13 mars	Envoi d'une lettre au ministre en faveur de la consolidation de l'intervention fédérale et du retour à l'approche généraliste et communautaire dès le budget 2017-2018.
22 mars	Parution d'une lettre ouverte dans La Presse demandant une consolidation de l'intervention fédérale en itinérance.
23 mars	Diffusion du communiqué de presse post budget.
29 mars	Échange téléphonique avec le cabinet du ministre Duclos concernant les orientations de la SPLI 2020-2025 et sur le comité consultatif.
20 avril	Participation à une table ronde avec le ministre Duclos sur la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté.
27 avril	Rencontre avec Simon Marcil, député du Bloc Québécois, au sujet de la SPLI 2020-2025.
18 mai	Invitation aux membres de participer aux consultations virtuelles sur la Stratégie de lutte à la pauvreté.
30 mai	Le Bloc Québécois achemine une lettre d'appui aux demandes du RSIQ concernant les orientations de la prochaine SPLI.
22 juin	Rencontre avec Adam Vaughan, député du Parti Libéral du Canada et président du comité consultatif sur la SPLI.

Vie associative

Notre plan d'action annuel visait à favoriser la consultation, la participation, l'implication et la mobilisation des membres afin de renforcer la portée de notre discours et de nos demandes. Nous souhaitions également développer et consolider nos liens avec différents regroupements d'ici et d'ailleurs qui poursuivent des objectifs similaires aux nôtres. En plus de ses activités régulières, les membres du Réseau ont participé à deux comités de travail et ont contribué solidairement aux mobilisations intersectorielles sur des enjeux ayant directement des répercussions dans la lutte à l'itinérance.

Assemblée générale annuelle des membres

Cette année, quarante-six déléguéEs provenant de dix concertations se sont rencontrés le 23 septembre 2016 à Montréal dans le cadre de l'assemblée générale annuelle des membres du RSIQ. Cette occasion nous a permis d'échanger et décider des objectifs et actions du Réseau pour l'année 2016-2017 et ainsi mieux cerner les enjeux cruciaux pour l'année à venir.

Assemblée générale régulière

L'assemblée générale d'hiver a eu lieu le 2 et 3 mars 2017 à Nicolet. La première journée consacrée aux ateliers a réussi à attirer 52 personnes provenant de douze concertations. Les ateliers portaient sur le revenu de citoyenneté, les réçents développements en toxicomanie, le vieillissement chez les personnes en situation d'itinérance, plan d'action interministériel. Un panel portant sur l'itinérance chez les femmes fut l'occasion de présenter les résultats préliminaires de l'étude de Céline Bellot présentant un portrait national de la situation, l'état de la situation en Estrie et des exemples d'adaptation des pratiques au YWCA de Québec.

Malgré des inscriptions suffisantes pour l'obtention du quorum, en raison d'absences, deux voix supplémentaires étaient nécessaires pour ouvrir l'assemblée. Nous avons tout de même profité de l'occasion d'avoir autant de membres présents pour discuter des suites à donner au plan d'action du RSIQ. Il aurait été grandement préférable de pouvoir tenir une assemblée délibérante en bonne et due forme cependant le cadre moins formel a permis aux participantEs d'avoir une dis-

cussion soutenue et franche. Cette discussion fut également l'occasion d'aborder différents sujets qui viennent influencer grandement notre vie associative. Notamment, la charge associée aux fonctions d'administrateur, différentes façons de concevoir l'action politique du RSIQ et la nécessité de stabiliser une équipe à la permanence.

Comités de travail

Cette année, deux comités de travail ont permis la participation active des membres. Un comité de travail visant à faire le suivi du déploiement du Plan d'action interministériel et de la mise en place des comités directeurs régionaux et l'autre portant sur les différentes pratiques et enjeux en matière de stabilité résidentielle avec accompagnement (SRA). Ces comités ont permis aux membres du RSIQ notamment d'améliorer leurs connaissances et de se réseauter davantage.

Le comité de suivi des comités directeurs régionaux s'est rencontré à deux reprises et rassemblé jusqu'à 23 personnes provenant de 11 concertations différentes. Les membres du comité ont principalement échangé sur l'avancement des travaux dans leurs régions respectives et de l'implication des différents ministères. Les échanges de ce comité ont permis de peaufiner le portrait provincial de la mise en place du Plan d'action interministériel et de documenter des enjeux régionaux pour nos représentations auprès de la ministre Charlebois et au comité de suivi de la Table interministérielle. Cependant, il ne semble pas que les différentes concertations représentées aient été en mesure de développer des stratégies communes pour faire avancer les travaux de leur comités directeur régionaux.

Suite à une première rencontre organisée par le RAIIQ en mai 2016, les membres présents ont demandé au conseil d'administration du RSIQ de constituer un comité de travail portant sur la stabilité résidentielle avec accompagnement. Le comité s'est rencontré à deux reprises cette année. Lors de la première rencontre, les 13 personnes de 6 régions différentes présentes au comité ont échangé sur l'état d'avancement de leurs projets, les difficultés rencontrées et les divergences entre le modèle théorique et l'application pratique. À l'occasion de la deuxième rencontre, les 15 participantEs au comité prove-

Présence dans les régions

Date	Lieu	Objet
11-12 août 2016	Montréal	Participation et kiosque au Forum Social Mondial
16 août 2016	Joliette	Tournée des organismes de Lanaudière
29 août 2016	Longueuil	Comité sur le Plan d'action interministériel et les comités directeurs régionaux
30 août 2016	Montréal	Rencontre avec la direction de l'AGRTQ concernant les consultations de la SHQ
7 septembre 2016	Montréal	Participation à la rencontre de la Coalition objectif dignité
8 septembre 2016	Longueuil	Participation à la rencontre de la TIRS
16 septembre 2016	Montréal	Rencontre : Recherche action concertée: violence de la part de partenaires et femmes en situation d'itinérance
23 septembre 2016	Montréal	AGA du RSIQ
11 octobre 2016	Montréal	Participation à la rencontre de la Coalition objectif dignité
13 octobre 2016	Ottawa	Participation et discours lors de la manifestation du FRAPRU
21 octobre 2016	Montréal, Longueuil et St-Jérôme	Présence dans les évènements locaux de la Nuit des Sans Abri
24 octobre 2016	Québec	Rencontre du Comité SRA
1er novembre	Montréal	Participation à la rencontre de la Coalition objectif dignité
8 novembre 2016	Gatineau	Atelier sur le Revenu minimum garanti à la CRI de l'Outaouais
9 novembre 2016	Montréal	Participation à la manifestation Engagez-vous pour le communautaire
14 novembre 2016	Verchère	Présence au lancement du Portrait de l'itinérance dans Marguerite d'Youville
29 novembre 2016	Montréal	Participation à la rencontre de la Coalition Objectif Dignité
29 novembre 2016	Sherbrooke	Présence au lancement du Portrait de l'itinérance des femmes en Estrie
6 décembre 2016	N/A	Début du sondage en ligne sur les comités directeurs régionaux.
15 décembre 2016	Montréal	Participation à la rencontre de la Coalition Objectif Dignité

Date	Lieu	Objet
16 janvier 2017	N/A	Fin du sondage en ligne sur les comités directeurs régionaux.
19 janvier 2017	Ste-Thérèse	Participation à la rencontre de la Concertation régionale des Laurentides
20 janvier 2017	Montréal	Participation au comité des partenaires de l'Observatoire sur le profilage
30 janvier 2017	Trois-Rivières	Rencontre du Comité SRA
7 février 2017	Montréal	Participation à la manifestation Engagez-vous pour le communautaire
6 mars 2017		Participation à la rencontre de la Coalition Objectif Dignité
16 mars 2017	Laval	Présentation sur l'itinérance Université de Montréal
21 mars 2017	Québec	Participation à la conférence de presse sur les débordements dans les refuges
28 mars 2017	Drummondville	Participation à la rencontre de la concertation de Drummondville
6 avril 2017	Montréal	Présence à l'évènement post budget du RAPSIM
12 avril 2017	Gatineau	Présence au lancement du Noir sur blanc publié par la CRI de l'Outaouais et participation à la conférence de presse.
13 avril 2017	Granby	Participation à la rencontre de la concertation de la Haute-Yamaska
19 avril 2017	Longueuil	Présence à la conférence de presse de la TIRS portant sur leurs projets SRA
20 avril 2017	Montréal	Présence au lancement de la campagne du RAPSIM sur le soutien
26 avril 2017	Mont-Laurier	Participation à la rencontre de la CRI des Laurentides
10 mai 2017	Sherbrooke	Participation à la rencontre de la Table itinérance Sherbrooke
24 mai 2017	Gatineau	Participation à la rencontre de la Concertation régionale en itinérance de l'Outaouais
26 mai 2017	Montréal	Rencontre : Recherche action concertée: violence de la part de partenaires et femmes en situation d'itinérance
30 mai 2017	Laval	Appui aux demandes de financement du ROIL
6 juin 2017	Montréal	Présence AGA du RAPSIM
12 juin 2017	Montréal	Participation à la rencontre de la Coalition Objectif Dignité

nant de 8 régions (dont la Gaspésie) ont tenté d'identifier des éléments distinctifs communs entre les initiatives québécoises et le modèle théorique, dans la perspective de développer un modèle national de l'approche stabilité résidentielle avec accompagnement. Cette rencontre fut également l'occasion d'accueillir le directeur du développement et de l'expertise en habitation à la SHQ afin de lui poser différentes questions concernant principalement les Programmes de suppléments au loyer. Cet échange fut particulièrement apprécié des participantEs.

Conseil d'administration

Au cours de l'année, dix rencontres du conseil d'administration se sont tenues; huit ont eu lieu en personnes, deux se sont déroulés en conférence téléphonique. Tel que discuté à l'occasion de l'AG d'hiver, l'implication dans le CA du RSIQ constitue une tâche exigeante. Les administrateurs et administratrices en poste ne souhaitaient pas ou n'ont pas obtenu l'accord de leur concertation pour prendre le relais à la présidence. Le conseil a donc décidé de fonctionner davantage en collégialité et Geneviève Morissette a généreusement accepté de s'acquitter des obligations bureaucratiques liées à la tâche de présidence. Ce mode de fonctionnement permet de davantage répartir les tâches du CA facilitant ainsi la participation, mais présente le désavantage d'une perte de leadership auprès des membres.
Merci aux membres du conseil d'administration pour leur implication au cours de l'année.

Membership

Cette année, le RSIQ a maintenu son nombre de concertations régionales membres à quatorze. La situation s'est nettement améliorée du côté de nos membres associés, ainsi 4 membres associés qui n'avaient pas acquitté leur cotisation l'an dernier sont revenus cette année. De plus, deux nouveaux groupes ont rejoint le RSIQ à titre de membres associés. Nous souhaitons la bienvenue au Réseau Habitation communautaire de la Mauricie et à l'Auberge du cœur Maison Raymond Roy (Victoriaville).

Composition du CA 2016-2017

Présidence : Geneviève Morissette, coordonnatrice au Travail de rue le Trajet, Terrebonne

Vice-présidence : Marco Carpinteyro, coordonnateur de la Table itinérance Rive-Sud (TIRS), Longueuil

Secrétaire-trésorier : François Lemieux, coordonnateur de la Chaudronnée de l'Estrie, Sherbrooke

Administratrices :

Jimena Michea, coordonnatrice du Regroupement d'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ), Québec

Sylvie Plante, directrice de la Maison de Sophia, St-Jérôme

Communications

En ce qui concerne l'axe communication, information et sensibilisation, le RSIQ visait principalement cette année à assurer une communication régulière avec ses membres et à augmenter sa visibilité auprès des décideurs, des médias et du grand public.

Bulletin des régions et Nouvelles du RSIQ

Afin d'informer et de sensibiliser les membres, le Bulletin des régions fut publié à deux occasions et les Nouvelles du RSIQ pour leur part ont été publiées à huit reprises. Les Nouvelles ont vu une belle progression passant d'une moyenne d'ouverture du fichier d'environ 50% en 2015-2016 à une moyenne de 71% en 2016-17

Site internet et réseaux sociaux

Cette année encore, la page Facebook du RSIQ a poursuivi sa croissance en termes de personnes abonnées, passant de près 2500 personnes à presque 2800 personnes. Il s'agit d'une augmentation moins importante que l'an dernier par contre l'intérêt suscité par les publications de la page du RSIQ, s'est accru de façon considérable cette année. La portée moyenne et « l'engagement » des abonnéEs ayant pratiquement doublé**.** Cette augmentation s'explique principalement par la fréquence des affichages ainsi que par les reprises de nos publications par différents groupes et regroupements.

La permanence a poursuivi l'utilisation du compte Twitter du RSIQ cette année. Cette plateforme permet des prises de position limitées à 140 caractères. Actuellement, le compte Twitter du RSIQ compte 353 abonnements, en hausse de 75 utilisateurs, et nous suivons 389 comptes de journalistes politiciens et partenaires de différents horizons.

Pour sa part, notre site demeure un outil de visibilité pertinent malgré plusieurs mises à jour nécessaires.

Actes des Troisièmes États Généraux

La vente des Actes des Troisièmes États Généraux sur l'itinérance au Québec s'est poursuivie en 2016-2017. Malgré des activités de lancements et de distributions, la popularité de cette publication n'est pas au rendez-vous. La parution presque un an après la tenue de l'évènement, le coût des exemplaires et le volume de la publication ont été identifiés comme des facteurs expliquant le peu d'enthousiasme pour ce document. Les Actes sont maintenant disponibles gratuitement pour les membres auprès de la permanence.

Autres interventions

Le RSIQ a également contribué à différents journaux de ses membres et de rue au cours de l'année. Ainsi, nous avons été publiés par le Journal de la rue de Sherbrooke, dans le Bulletin du Groupe Action Solutions Pauvreté, par la Galère en Mauricie, par le Noir sur blanc et le Portail de l'Outaouais.

Bilan

En dépit du peu de ressources financières et humaines à dédier aux activités médiatiques, le RSIQ a réussi à obtenir davantage d'expositions médiatiques cette année que l'an dernier. Cependant, afin de renforcir notre couverture, il sera nécessaire, entre autre, d'arrimer davantage d'éléments de visibilité à nos actions de communications. La publication plus fréquente de lettres ouvertes nous permettrait potentiellement de bénéficier de tribunes intéressantes pour faire parler de nos enjeux y compris lorsque les médias sont davantage intéressés par d'autres dossiers.

Malgré, le caractère chronophage de l'ajout de matériel à notre site et l'influence croissante des réseaux sociaux comparativement aux sites internet, il sera nécessaire de faire les mises à jour qui s'imposent au site du RSIQ afin d'informé adéquatement les visiteurs. Cette mise à jour contribuera au renforcement de la crédibilité du RSIQ et sera utile aux membres qui utilisent peu les réseaux sociaux.

Afin d'enrichir le contenu du Bulletin des régions et la fréquence de ses parutions, il serait intéressant de former un comité dédié qui serait responsable de récolter et de rédiger plus de textes. Ce comité pourrait également déterminer une identité visuelle plus attrayante et ainsi en faire une publication qui informe les membres et partenaires, mais qui en plus constitue un outil précieux lors de nos représentations.

Au cours des dernières années, le RSIQ a beaucoup utilisé certaines publications phares par exemple la revue Au-delà de la rue et les Actes des États Généraux. Ces publications plus soutenues sont fort utiles tant pour la permanence que pour les membres du RSIQ en différentes circonstances. Considérant, l'âge et le nombre de copies disponibles d'Au-delà de la rue ainsi que de la faible popularité des Actes des Troisièmes États généraux; il pourrait être pertinent de se doter d'une nouvelle publication d'envergure.

Interventions médiatiques

Afin d'augmenter sa visibilité et de faire connaître ses positionnements, le RSIQ a régulièrement publié des communiqués destinés aux médias au cours de l'année. Huit communiqués de presse ont ainsi été diffusés par le RSIQ dans le cadre régulier de ses activités; à cela s'ajoute la parution de sept communiqués supplémentaires dans le cadre de la Semaine d'action et de visibilité.

Date	Sujet	Média
20 septembre	Vieillissement des personnes itinérantes et accessibilité des ressources	Entrevue (Canal M)
13 octobre	Droit au logement et itinérance à l'occasion de la manifestation du FRAPRU	Entrevue (Radio-Canada- télé)
21 octobre	Nuit des Sans Abri et action gouvernementale	Communiqué de presse
25 octobre	Mise à jour économique du gouvernement du Québec	Communiqué de presse
9 novembre	Adoption du projet de loi 70	Communiqué de presse
7 décembre	Deuxième anniversaire du Plan d'action interministériel	Communiqué et conférence de presse (Granby Express, Radio-Canada télé et RCI, La Presse, Métro, Voix de l'Est)
24 février	Dénombrement fédéral	Communiqué de presse et entrevue (Radio-Canada RCI, Radio-Centre-ville)
20 mars	Itinérance et budgets	Lettre ouverte (La Presse)
23 mars	Budget fédéral	Communiqué de presse (Radio Centre-ville, 95.5 Estrie, Radio Action 105.7)
29 mars	Budget provincial	Communiqué de presse (Radio Centre-ville)
10 avril	Financement des organismes en itinérance	Entrevue (Voir)
7 mai	Semaine de visibilité Montréal	Communiqué et conférence de presse (Métro, La Presse, Presse Canadienne, CKUT anglais, Radio Centre-ville, Radio-Canada Saguenay)
8 mai	Semaine de visibilité Granby	Communiqué et conférence de presse (Voix de l'Est, Écho de la Haute-Yamaska, Radio-Canada Estrie)
9 mai	Semaine de visibilité Drummondville	Communiqué et conférence de presse (COGECO Trois-Rivières, L'Express, 1410 CPAM, 1040 CJMS, CKUT français et anglais)
10 mai	Semaine de visibilité Sherbrooke	Communiqué et visite au député (Radio-Canada Estrie)
11 mai	Semaine de visibilité Laurentides	Communiqué et conférence de presse (Le Mirabel, Le Nord, Topolocal)
12 mai	Semaine de visibilité Lanaudière	Communiqué et conférence de presse (L'Action de Joliette, Radio Lanaudière 103,5, Lanauweb, 1410 CPAM)

Les membres du RSIQ 2016-2017

Concertations régionales	Nombre de groupes cotisants
Concertation Itinérance Beauharnois Salaberry	4
Concertation Régionale en Itinérance des Laurentides	10
Collectif Régional de lutte à l'Itinérance de l'Outaouais	10
Groupe Action Solution Pauvreté (Haute-Yamaska)	4
Regroupement d'Aide aux Itinérants et Itinérantes de Québec	34
Réseau d'Aide aux Personnes Seules et Itinérantes de Montréal	108
Réseau des Organismes et Intervenants en Itinérance de Laval	15
Table de concertation des organismes communautaires oeuvrant en dépendances et itinérance - Région 08	5
Table des partenaires en itinérance - Drummondville	3
Table Itinérance Rive-Sud	17
Table Itinérance Vaudreuil-Soulanges	5
Table Action Prévention Itinérance Lanaudière	13
Table Itinérance Saguenay	9
Table Itinérance Sherbrooke	26

Et les membres associés :

* AQCID
* Au bercail de St-Georges
* Auberge du cœur Maison Raymond Roy
* Centre Accalmie
* Centre Le Havre
* Le répit du passant
* Maison de l'espoir de Mont-Joli
* Point de rue
* Réseau Habitation communautaire de la Mauricie
* ROQTR
* Transit de Sept-Îles